



IDÉES

Ces femmes qui travaillent
au péril de leur vie

Page B 5



PHILOSOPHIE

Grandeurs et omissions
de Claude Ryan

Page B 6

CAHIER

B

PERSPECTIVES



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le rapport de l'Office québécois de la langue française publié cette semaine n'a pas éclairci la situation.

Les maux de la langue

Quel avenir pour Montréal ?

Pessimistes et optimistes s'affrontent au sujet de l'avenir du français au Québec. En rendant publics son rapport quinquennal et une pléthore de statistiques sans fournir d'interprétation, l'Office québécois de la langue française n'a rien éclairci. Surtout, l'organisme n'a pas répondu à cette question: l'avenir qui attend Montréal est-il celui d'une métropole bilingue?

ROBERT DUTRISAC

Québec — La présidente de l'Office québécois de la langue française (OQLF), France Boucher, aurait voulu attirer l'attention sur elle et sur le rapport quinquennal de son organisme qu'elle ne s'y serait pas prise autrement. Son attitude cachottière et paranoïaque, sa conception étroite du rôle de l'organisme, son mépris à peine voilé pour le droit du public à l'information en ont fait une cible de choix. Si on lit les journaux du jeudi au lendemain du dévoilement de ce rapport, il est clair qu'elle s'est desservie, confiant-on dans l'entourage de Jean Charest.

On ne sait trop si ce sont les pressions politiques exercées par le gouvernement Charest sur France Boucher qui l'ont conduite à adopter un tel comportement ou si c'est plutôt dans le caractère de Mme Boucher, fille de feu la mairesse Boucher et ancienne attachée politique de l'impétueux Marc-Yvan Côté, d'agir de la sorte. On peut y voir un mélange de ces deux facteurs. On a d'ailleurs pu se rendre compte ces derniers mois de la propension de Mme Boucher à en donner plus que ce que le client demande. Quand le client est le gouvernement libéral.

Quand le client est le public en général, c'est une autre paire de manches. Mme Boucher a soutenu que c'est au public de se faire une tête sur la situation linguistique au Québec en compulsant les quelque 200 pages du rapport et les milliers de statistiques qu'il contient.

La langue normale au travail

Même si la présidente de l'OQLF a tenu à interpréter de façon restrictive le mandat de l'organisme, il n'en demeure pas moins que «l'Office veille à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail», selon l'article 161 de sa loi constitutive. Mais nulle part dans le rapport l'OQLF indique si tel est le cas ou, dans le cas contraire, si des progrès ou des reculs ont été constatés. L'organisme est silencieux sur un élément fondamental de sa mission.

Or «le français n'est pas encore la langue normale et habituelle au travail». Ce constat, c'est le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) qui l'a fait en 2005, dans un avis sur le sujet. Il est

vrai que le nombre d'entreprises qui ont obtenu leur certification relative au français langue de travail a augmenté, ce que le rapport se fait fort de relever, comme l'avait fait le CSLF. Mais il s'agit d'une obligation faite aux grandes entreprises seulement alors que les nouveaux arrivants se trouvent du travail surtout dans les petites entreprises. L'étude commandée par l'OQLF ne porte d'ailleurs que sur la grande entreprise, où les progrès ont été probants.

Toutefois, selon le CSLF, pour la moitié des travailleurs allophones, le français n'est pas la langue normale et habituelle au travail et «c'est le cas dans les milieux de travail linguistiquement mixtes, où l'anglais reste la langue de convergence dans une proportion élevée». L'OQLF note dans son rapport que l'anglais a fait des gains chez les allophones dans les milieux de travail, une donnée qui n'est pas reprise dans les sommaires. Au mieux, le français langue de travail a fait du sur-place ces dernières années, ce que l'OQLF se refuse à constater.

D'autres inquiétudes

Les données sur les langues maternelles et la langue d'usage sur l'île de Montréal peuvent aussi susciter une inquiétude, en tout cas pour ceux qui tiennent au visage français de Montréal. Ainsi, pour la première fois en 2006, la proportion des personnes de langue maternelle française

sur l'île tombait sous la barre des 50 %. Selon les prévisions de Marc Termote, le pourcentage des personnes qui parlent le français à la maison tombera sous la barre des 50 % sur l'île de Montréal entre 2016 et 2021. Étrangement, l'OQLF n'a repris aucune de ces projections dans son rapport.

Simon Langlois, le président du Comité de suivi de l'OQLF, sorte de caution scientifique du rapport, a démissionné pour protester contre les mesures abusives de confidentialité imposées par Mme Boucher. Les membres de ce comité ont tous été écartés. Mais, paradoxalement, en tant que membre, non pas du comité, mais de l'organisme, M. Langlois a approuvé le rapport, dont il loue «la vision d'ensemble». De façon tout aussi paradoxale, le sociologue déplore tout de même que le rapport ne contienne aucune conclusion ou aucune interprétation d'ensemble sur l'évolution de la situation linguistique.

À son avis, une telle conclusion aurait mis en lumière les progrès que le français a faits ces dernières années. Il cite la réussite que représente la francisation des grandes entreprises, un sujet d'étude à l'étranger. Les ententes signées à la fin de 2007 sur l'étiquetage des jeux vidéo est un autre exemple de ces progrès, note-t-il.

D'une façon plus générale, il y a de plus en plus d'immigrants qui connaissent le français, fait observer Simon Langlois. Ils sont plus nombreux à adopter le français comme langue parlée à la maison. Certes, la sélection des immigrants y est pour quelque chose — il y a plus de francophones qu'avant —, mais c'est un effet de la politique linguistique, fait-il valoir.

Les allophones

Même le départ massif des anglophones et des allophones anglicisés pour les autres pro-

vinces, ce qui vient freiner la diminution de la proportion des francophones au Québec, est un facteur positif pour le français, aux yeux de l'universitaire. En outre, de plus en plus d'allophones montrent de l'ouverture à l'endroit de la culture québécoise française. «Ma lecture, c'est qu'il y a un changement de direction qui s'est opéré ces dernières années en faveur d'une plus grande intégration des nouveaux arrivants à la majorité francophone», livre Simon Langlois.

Un autre membre du comité de suivi dissous, le mathématicien Charles Castonguay, que d'aucuns taxent de pessimisme, a longtemps examiné la question. Dans une étude datée de 2005 qui fait partie de la série d'études rendues publiques cette semaine par l'OQLF, il soutient que la vitalité de l'anglais — sa force d'attraction — est plus forte que le français. Il croit que l'OQLF a manqué à sa tâche en ne livrant pas de fil conducteur qui aurait porté sur la compétition entre l'anglais et le français, dans «cette guerre des langues» qui a cours, selon lui, dans la région de Montréal comme en Outaouais.

De son côté, Gérard Larose, qui a présidé la Commission des états généraux sur l'avenir du français, estime que le progrès dans la francisation des entreprises s'est arrêté au détour des années 90 et que les données du rapport de l'OQLF ne montrent pas autre chose. Après les gains initiaux dus à la loi 101, «on recule», souligne M. Larose. «La fréquentation des écoles françaises est en baisse, l'adoption par les immigrants du français plafonne et dans les lieux de travail, on régresse», déplore-t-il.

Le président du CSLF, Conrad Ouellet, s'est engagé à faire les constats que l'OQLF s'est refusé à faire. Le CSLF doit aussi revoir la façon dont l'Office mène ses recherches et produit son rapport sur la situation linguistique. On peut se demander si l'OQLF est suffisamment indépendant du pouvoir politique, mais aussi de ses fonctionnaires qui appliquent la Charte de la langue française, pour produire un bilan objectif.

En 1996, après avoir torpillé le premier bilan sur la situation du français jamais réalisé au Québec, que son prédécesseur Jacques Parizeau avait commandé, Lucien Bouchard avait déclaré, la main sur le cœur: Montréal ne sera jamais bilingue. «Si Montréal devenait bilingue, ce serait la fin du français au Québec», avait-il affirmé. La vraie question est peut-être là: Montréal ne serait-il pas déjà une ville bilingue, perçue comme telle d'ailleurs par les nouveaux arrivants? Voilà une autre question à laquelle France Boucher n'a pas apporté de réponse.



SHAUN BEST REUTERS

La barrière linguistique était très claire en 1998 lors des manifestations d'Alliance Québec contre les magasins Eaton.

Le Devoir

Cours intensifs de langue

Que ce soit en anglais ou en français, nos cours vous permettront d'acquérir les compétences linguistiques et communicatives nécessaires pour vos objectifs professionnels et personnels.

➤ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs.

➤ Cinq niveaux (de débutant à avancé).

➤ Programmes menant au Certificat de compétence en anglais de McGill ou au Certificat de compétence en français de McGill.

➤ Début des cours : anglais 31 mars | français 7 avril

Inscrivez-vous à une
séance d'information!
anglais : 10 mars
français : 11 mars
www.mcgill.ca/eflp

■ Pour de plus amples informations : (514) 398-1212 (programme d'anglais) | (514) 398-1202 (programme de français)



McGill

Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES



Gil Courtemanche

Le rapport

La défense de la place du français dans la société québécoise a toujours constitué le pain et le beurre du Parti québécois puisqu'elle est au cœur de son option politique: l'indépendance. Sur ce sujet, le parti a souvent navigué entre réalisme démocratique et errance nationaliste. Le réalisme survient quand le parti est confiant alors que l'errance se produit quand il veut susciter la crainte identitaire. Parti de gouvernement, le PQ a généralement adopté la voie du réalisme et de la modération. Parti référendaire, il a plutôt tenté de maintenir artificiellement une menace qui n'est pas réelle, celle de notre disparition en tant que société francophone. Mais dans l'ensemble, pas toujours, ses dirigeants ont fait preuve de modération et d'ouverture. Ce fut le cas de la loi 101, que René Lévesque a voulue inclusive contre les avis des plus radicaux comme Camille Laurin.

J'attendais avec une impatience curieuse la réaction de Pauline Marois au rapport de l'Office québécois de la langue française (OQLF). Aussi, me fiant au concept de citoyenneté québécoise qu'elle avait proposé, je m'attendais à une réaction alarmiste, à un appel aux barricades et au retour de mots comme «assimilation» et «disparition». D'autant plus que la bêtise de l'OQLF dans sa gestion de l'opinion publique, l'apparente volonté de sa présidente de ne livrer aucune nourriture à l'opposition, la réaction des médias, les supputations, tout cela nous annonçait une catastrophe appréhendée. Si tant d'études avaient été cachées aussi longtemps, c'est qu'elles annonçaient un drame, une tragédie. Le climat était lourd et la tentation de profiter de l'évident mécontentement des journalistes, qui s'est dans certains cas transformé en mauvaise foi, cette tentation a été grande pour Pauline Marois et Pierre Curzi. Ils ne sont pas tombés dans le piège démagogique. Bien sûr, ils ont insisté sur les menaces et les aspects négatifs, sur la minorisation du français comme langue maternelle et sur la nécessité de renforcer la loi 101, en particulier dans le domaine de la langue du travail, pour qu'elle s'applique aux entreprises qui comptent entre 25 et 50 employés. Mais ils n'ont pas sonné l'hallali. Ils ont aussi reconnu les progrès du français, qu'ils qualifient de minces, et appelé à la vigilance. Voilà une position responsable, mesurée et intelligente.

◆ ◆ ◆
Phénomène fascinant: Christine St-Pierre a si rapidement appris la langue de bois qu'elle dénonçait quand elle était journaliste qu'on devrait lui décerner un prix de langue de bois. Elle est aussi parfaite qu'un membre de l'ancien Politburo soviétique. Elle fait face à un énorme problème qui la dépasse complètement. Le problème de la langue dans son parti ne relève pas d'elle mais des organisateurs et des stratèges du parti. Si elle refuse péremptoirement de modifier la loi 101 alors que tout dit qu'il faut en étendre la portée, c'est que les stratèges libéraux comptent tous les votes anglophones et sont persuadés que toute affirmation «nationaliste» de leur part entraînerait des résultats électoraux négatifs. Ils se trompent lourdement. La majorité des anglophones et des allophones qui vivent ici acceptent que la société québécoise soit une société francophone et, dans l'ensemble, ils parlent mieux le français que nous ne parlons l'anglais. L'application du français comme langue de travail provoquerait certes des résistances individuelles, un combat d'arrière-garde des derniers *English* purs et durs, mais elle n'entraînerait aucune crise ni aucune fracture sociale. Mme la ministre nous a donc dit en substance que la copine de son premier ministre, France Boucher, faisait un travail remarquable et que la ministre serait vigilante.

Et puis il y a eu Mario, qui a trouvé dans le rapport une autre raison de surfer sur la peur de l'immigration. Il ne le dit pas dans ces mots, mais c'est ce qu'il laisse entendre: le français est menacé par les immigrants, par les étrangers, même si les chiffres disent que, d'année en année, les autres, ceux qui menacent notre cohésion primaire, s'intègrent de plus en plus. Il faut donc limiter l'immigration, former un rempart contre l'étranger pour nous sauver de nous-mêmes. Mario se sert du rapport de l'OQLF pour rassurer Hérouxville qui, malgré ses valeurs chrétiennes, ne fait plus de bébés qui parlent français.

Partis politiques et journalistes ont unanimement reproché à la présidente de l'OQLF de ne pas avoir tiré de conclusions de ce bilan. Les chercheurs, dont certains ne parviennent pas à s'affranchir dans leurs recherches de préjugés politiques, l'ont fait aussi. Si elle l'avait fait en se conformant aux faits, elle aurait probablement dit ceci: «Le bilan est mitigé. Dans certains domaines, on constate des reculs, dans d'autres, des progrès qui pourraient être plus grands.» On lui aurait alors reproché son bilan réaliste.

Je suis Montréalais depuis 64 ans. J'ai vécu sur la rue de Mentana, la rue Simpson, la rue Victoria, la rue Mansfield, la rue Pratt, la rue Bernard, la rue Wiseman, la 22^e Avenue, la rue Waverley et la rue Gilford. Je ne suis ni sociologue ni démographe. Je ne regarde pas des catégories et des chiffres; je songe à ma vie quotidienne et dans quelle langue elle se déroule et se vit, et en 64 ans, je n'ai jamais vécu autant en français, aussi totalement en français. Faisons le bilan que Mme Boucher n'a pas voulu faire. Sur Park, qui est aujourd'hui l'avenue du Parc, il n'existait aucune affiche en français il y a 30 ans. Aujourd'hui, elles sont toutes en français. Cela dit tout. Mais je fais aussi un autre bilan. On ne peut rien contre l'attraction de l'anglais, devenu la *lingua franca* de la postmodernité. Nous avons une chance extraordinaire: vivre en français et devenir bilingues. Les immigrants seront encore plus chanceux. Ils seront trilingues et pourront se détacher de Céline en français, en anglais et en farsi.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Montréal a-t-elle déjà été aussi française?



Le rythme auquel l'Alberta développe le secteur des sables bitumineux a un impact direct sur l'économie et l'environnement du Canada.

Apathiques, les Albertains?

En mal de changements, les électeurs ont cependant reconduit le PC au pouvoir pour une 11^e fois consécutive

Les Albertains ont fait mentir les experts. Les conservateurs albertains n'ont pas perdu du terrain, ils ont plutôt gagné lors des élections provinciales de lundi dernier. Malgré le mécontentement exprimé par les électeurs durant la campagne, le PC se retrouve avec un onzième mandat consécutif et davantage de sièges. Comment expliquer ce résultat et surtout comment mesurer son impact sur le reste du pays?

MANON CORNELIER

Un mandat fort. Voilà ce que les Albertains ont offert à Ed Stelmach lundi dernier en lui accordant 72 sièges sur 83. Mais le résultat est assorti d'un gros bémol. Seulement 41,3 % des électeurs se sont rendus aux urnes. De ce nombre, 53 % ont voté pour le PC, ce qui représenterait seulement 22,2 % des électeurs inscrits.

La campagne s'était pourtant déroulée sur le thème du changement, avec en toile de fond la frustration de la population devant l'incapacité du gouvernement de gérer la croissance économique fulgurante de la province. Personne ne prévoyait une défaite conservatrice pour autant, mais personne n'avait vu ce balayage non plus.

«Stelmach ne peut pas complètement faire fi des attentes des Albertains, mais avec ce mandat, il peut choisir ce qu'il accepte d'entendre et y répondre comme il lui plaît»

Bien des experts se grattaient la tête le lendemain du vote. «Les Albertains souffrent du syndrome de Stockholm. Ils aiment leurs ravisseurs et craignent d'abandonner ce qu'ils connaissent. Ils se sont tellement habitués aux conservateurs après 37 ans de règne qu'ils sont mal à l'aise ou même incapables d'envisager voter pour un autre parti», lance Bruce Foster, politologue au Mount Royal College de Calgary.

Les systèmes de santé et d'éducation se sont détériorés, le gouvernement n'a aucun plan pour gérer la croissance, rappelle-t-il, et «nous avons réélu les personnes responsables de cette situation parce que, même si nous voulons du changement, nous avons peur d'essayer quelque chose de nouveau. Comme si on avait peur de vexer nos ravisseurs». Il convient cependant que Stelmach a tenté de résoudre certains problèmes durant ses 14 mois à la tête de la province, ce qui a pu rassurer certains électeurs.

Il attribue toutefois une partie du faible taux de participation à la conviction de bien des Albertains que rien ne peut changer dans leur province. Il cite d'autres facteurs: les jeunes qui ne votent pas, les nouveaux Albertains, qui ne se sentent pas concernés, et la «bienheureuse apathie des satisfaits», qui juge inutile de voter.

Professeur de sociologie politique à l'Université de Lethbridge, Trevor Harrison partage son analyse. Il ajoute que les personnes âgées et celles qui vivent en Alberta depuis longtemps sont celles qui «ont intérêt à ce que les choses continuent comme avant». Or ce sont aussi elles qui votent en plus grand nombre. Il ajoute qu'après 37 ans de règne conservateur, le PC et l'État albertain ne font plus qu'un.

Retombées canadiennes

Ces élections, qui confirment le statu quo politique en Alberta, ne sont pas sans effet sur le reste du pays. Le rythme auquel la province développe les sables bitumineux a un impact direct sur la valeur du dollar, la concentration des investissements, l'inflation mais aussi la détérioration de l'environnement, non seulement au niveau local mais aussi à l'échelle canadienne, puisque les sables bitumineux sont la première source de gaz à effet de serre (GES) au pays.

Ed Stelmach l'a répété. Il ne compte pas



Ed Stelmach aura les coudées franches lors de son second mandat.

mettre un frein à ce développement, et son plan de lutte contre les changements climatiques est tellement cosmétique qu'il est synonyme d'inaction. Le plan Stelmach prévoit une croissance des émissions de GES jusqu'en 2020 et prévoit pour 2050 (1) une réduction de seulement 14 % par rapport au niveau de 2005. De plus, les cibles fixées sont basées sur l'intensité par unité de production. Cela signifie que les émissions par baril de pétrole, par exemple, pourraient diminuer mais, si la production de pétrole explose, le total des émissions grimpera aussi.

Chez les environnementalistes, on s'explique mal l'apathie des électeurs. «Je crains qu'ils aient jugé les partis d'opposition incapables de comprendre leurs préoccupations et leurs attentes», avance Lindsay Telfer, du Sierra Club. Comme Dan Woyonilowicz, un analyste de l'Institut Pembina, elle espère que le premier ministre albertain aura pris note du message que les Albertains ont tenté d'exprimer durant la campagne. À leur avis, il ne peut l'ignorer.

Selon des sondages parus durant la campagne, les Albertains veulent que leur gouvernement fasse davantage en matière d'environnement. Ils le trouvent trop timide en matière de lutte contre les changements climatiques et se disent prêts à accepter un ralentissement du développement des sables bitumineux.

Des candidats ouverts

Les citoyens, les environnementalistes et les groupes autochtones ne sont pas les seuls à s'inquiéter. Près de la moitié des candidats conservateurs se sont montrés ouverts, dans un sondage fait par l'Institut Pembina, à une approche plus conséquente en matière d'environnement. La plupart des municipalités sont dans le même camp.

Durant la dernière semaine de campagne, même certains grands joueurs de l'industrie pétrolière, dont Petro-Canada, Imperial Oil, Husky Energy et Suncor, ont suggéré un moratoire sur les nouveaux projets, le temps de résoudre certains problèmes environnementaux.

Armé d'un mandat clair, Ed Stelmach pourrait décider de changer de cap sans être inquiet, mais rien n'est moins sûr. Selon Bruce Foster et le politologue David Taras, de l'Université de Calgary, Ed Stelmach a «carte blanche»,

et compris pour ne rien faire. En plus, il est en position de tenir tête à Ottawa, advenant que le gouvernement Harper décide d'agir, ce qui est loin d'être assuré.

David Taras pense d'ailleurs que les conservateurs fédéraux, qui n'ont toujours pas rendu publics leurs cibles détaillées pour les grands émetteurs industriels et qui ont aussi adopté des cibles basées sur l'intensité, pourraient même se servir de la victoire de Stelmach comme prétexte pour traîner encore plus les pieds.

La pression venue d'ailleurs

Réalistes, les environnementalistes albertains misent davantage sur la pression qui ne manquera pas de venir des États-Unis pour faire bouger leur gouvernement, avoue Mme Telfer. Les trois candidats à la présidence américaine, les démocrates Hillary Clinton et Barack Obama ainsi que le républicain John McCain, ont promis une approche plus énergique pour réduire les émissions de GES de leur pays.

À Washington, des membres du Congrès suggèrent aussi que les agences fédérales, y compris l'armée, s'approvisionnent en pétrole «propre», ce qui pourrait exclure celui provenant des sables bitumineux. En plus, certains États, comme la Californie, se préparent à pénaliser les sources d'énergie les plus polluantes, ce qui risque d'affecter les sables bitumineux.

Selon Bruce Foster, la montée des préoccupations environnementales au sein de la population en Alberta, au Canada et aux États-Unis effraie le gouvernement et les compagnies pétrolières, ce qui pourrait effectivement les pousser à remettre en question leur approche.

Mais pour David Taras, le résultat de ces élections reste «un mystère» étant donné le décalage entre les préoccupations du public et les politiques du Parti conservateur. À son avis, le gouvernement ne pourra pas faire comme si cela n'existait pas, même s'il a l'avantage de n'avoir aucune opposition digne de ce nom devant lui.

«Ed Stelmach ne peut pas complètement faire fi des attentes des Albertains, mais avec ce mandat, il peut choisir ce qu'il accepte d'entendre et y répondre comme il lui plaît», renchérit M. Harrison. À suivre.

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

Journée internationale des femmes

Bachelet et Merkel: une « autre » politique ?

Les femmes font-elles une « autre » politique? Apportent-elles à l'exercice du pouvoir ce qu'un homme ne saurait donner? Dans quelle mesure, finalement, la femme politique n'est-elle pas « un homme contre les autres »? Michelle Bachelet et Angela Merkel sont arrivées au pouvoir au même moment, à quelques mois près. Comparons.

GUY TAILLEFER

L'une oui, l'autre pas. Élu en janvier 2006 à la présidence du Chili, Michelle Bachelet, sans nécessairement le crier sur les toits, a porté au pouvoir des valeurs ouvertement féministes. Devenue chancelière fédérale allemande en novembre 2005, Angela Merkel n'a au contraire que faire du « facteur genre », donnant à la limite l'impression que, politiquement, elle irait jusqu'à nier qu'elle est une femme.

Dans le coin gauche, la socialiste Bachelet. Dans le coin droit, la conservatrice Merkel. La première a un charisme fou, l'autre n'en a pas. Tout, à première vue, pourrait les séparer.

N'empêche qu'elles sont vaguement siamoises. Nées à peu près en même temps: Bachelet en 1951, Merkel en 1954. Elles ont toutes les deux une formation scientifique: la première en médecine, la seconde en physique. Toutes deux, aujourd'hui, sont à la tête de coalitions gouvernementales. Toutes deux sont issues de cultures bien différentes mais, à leur manière respective, elles sont le produit d'oppositions à des dictatures — la militaire au Chili et la communiste en Allemagne de l'Est — tombées presque simultanément en 1989-90.

Toutes deux, par ailleurs, égratignent au moins en partie le cliché, l'archétype voulant que la « bonne mère de famille » apporte par essence des valeurs « nourricières » et « maternelles » à l'exercice du pouvoir. Diable en jupon pour l'Église et pour le machisme ambiant, Michelle Bachelet a eu trois enfants de deux pères différents et, ô sacrilège, a divorcé (en Allemagne, justement), faute de pouvoir le faire au Chili. Divorcée et remariée, Angela Merkel n'a pas eu d'enfants.

La réconciliation selon Bachelet

De quoi ont été faits jusqu'à maintenant les mandats de ces deux femmes? « Il n'y a pas à l'heure actuelle représentation plus exemplaire de la politicienne efficace », dit Micheline de Séve, politologue à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM.

La trajectoire de Michelle Bachelet est proprement fascinante, un mélange de continuité et de militantisme social tenace. « Son féminisme est stratégique, empirique, pas du tout idéologique », affirme Mme de Séve, qui est une grande fan.

Refugiée avec sa mère en Australie puis en Allemagne après que son père eut été torturé à mort en 1974 sous la dictature de Pinochet, elle rentre en 1979 au Chili afin de militer pour le retour à la démocratie et s'investit comme pédiatre en santé publique et dans des ONG d'aide aux enfants de personnes torturées et disparues. D'abord nommée ministre de la Santé sous le précédent gouvernement de Ricardo Lagos, elle se distingue surtout comme ministre de la Défense, forgeant son statut de figure de la réconciliation entre civils et militaires. Première femme à devenir ministre de la Défense d'un pays d'Amérique latine, elle déclare aux hauts gradés après sa nomination: « Je suis une femme, socialiste, victime de la dictature, séparée et agnostique: j'ai cinq péchés capitaux... Mais nous travaillerons bien ensemble! »



Michelle Bachelet

En campagne pour la présidence, elle promet un gouvernement plus participatif, plus citoyen, plus proche de la population. Est-ce pour autant une pratique féminine? Elle crée autour d'elle un engouement parmi les jeunes et les femmes, qui s'inscrivent en nombre record sur les listes électorales.

Elue, elle fait un geste exceptionnel en imposant la parité hommes-femmes au sein de son cabinet. Elle poursuit sur fond de néolibéralisme économique, composant avec l'héritage de la dictature, la politique de « croissance à visage humain », et le *crecimiento con equidad*, appliquée par la Concertación depuis 1990, mais en la creusant à gauche pour tenter de freiner la profonde inégalité sociale qui caractérise la société chilienne.

Bref, Bachelet l'équilibriste. La sociologue belge Sophie Stoffel écrivait en 2006 qu'en axant ses priorités sur la santé (elle a notamment fait accepter la contraception d'urgence), l'éducation et la réforme des retraites, « Bachelet répond — volontairement? — aux stéréotypes liés à la figure féminine tout en nommant des femmes à des ministères traditionnellement masculins tels l'Économie, la Défense, les Mines... ».

La femme de l'Est

Plus accidentel a été le cheminement politique d'Angela Merkel. Au départ mal accueillie sur la scène politique, elle devient chancelière à l'issue d'élections serrées qui voient l'ex-chancelier Gerhard Schröder, infiniment plus charismatique, tenter de



Angela Merkel

s'accrocher au pouvoir. Plus de deux ans plus tard, sa coalition de sociaux-démocrates et de conservateurs tient toujours et « Mme Merkel, reconnue pour ses qualités de médiatrice, a la cote dans les sondages », souligne Barbara Thériault, sociologue à l'Université de Montréal. Malgré le fait qu'en bonne conservatrice elle se soit employée, par exemple, à rétablir les ponts avec Washington malgré la vive opposition de l'opinion allemande à la guerre d'Irak.

« Il n'y a pas à l'heure actuelle représentation plus exemplaire de la politicienne efficace »

Militante tardive, Mme Merkel, une femme très religieuse, a grandi à l'Est. Fille de pasteur protestant, elle était d'office jugée suspecte par le régime. « Culturellement », dit Barbara Thériault, elle a amené avec elle une conception de « démocratie de table ronde », une approche consensuelle forgée par l'opposition est-allemande des années 1980. Rien ne frustre davantage les gens issus de cette mouvance que la logique de confrontation qui anime les politiciens occidentaux.

Le fait qu'elle soit une femme y change-t-il quelque chose? « Elle n'a jamais joué là-dessus et s'est d'ailleurs fait reprocher de ne rien apporter de neuf comme femme. » Dans la foulée, la gauche féministe allemande, la célèbre militante Alice Schwarzer en tête, a pris sa défense en faisant valoir que la présence d'une femme à la tête de l'État, fut-elle de droite, constituait en soi une avancée importante.

Ce qui rejoint l'analyse de Mme Stoffel: « La promesse d'une "autre" façon de faire ne viendrait pas tant d'une "nature" féminine que de l'inclusion d'une "différence" qui a historiquement souffert d'un déficit de représentation. A cette aune, c'est vrai pour Merkel comme pour Bachelet... sinon pour Barack Obama. »

Le Devoir

Des 10^{es} Jutra à la croisée des chemins

Le processus de nomination devra maintenant être revu

ODILE TREMBLAY

Dimanche soir, à la télé de Radio-Canada, le 10^e gala des Jutra, qui couronne les artisans du cinéma québécois, entend célébrer sa décennie en grande pompe. Trois émissions spéciales se suivent, dont la cérémonie de remise de prix à 19h30, animée par Normand Brathwaite et présidée par Monique Proulx.

Tout gala comporte sa part de suspense. Qui remportera la statuette du meilleur film? *Les 3 Ptit Cochons* de Patrick Huard, *Continental*, un film sans fusil de Stéphane Lafleur, *L'Âge des ténèbres* de Denys Arcand, *La Brunante* de Fernand Dansereau?

Le Devoir appuie le film de Lafleur, pour la réalisation et le scénario aussi. Si ces cérémonies-là ne couronnent pas l'audace plutôt que le succès, qui le fera? Mais on n'est pas trop sûr de gagner...

Dix ans qu'ils ont, ces Jutra. Nés sous les sarcasmes, avec un sourire dubitatif. Faut dire que notre cinématographie avait en 1999 des assises moins solides qu'aujourd'hui. Au fil de ces dix années, de nouvelles politiques d'aide à la mise en marché, alliées à la ponte d'œuvres-cultes — *C.R.A.Z.Y.*, *Les Invasions barbares*, *La Grande Séduction* et compagnie —, ont rallié le public québécois devant leurs films maison. Rappelons que le cinéma québécois atteignait en 2007 11 % de la tarte en matière de fréquentation au grand écran, moins que les sommets de 2005 (18 %) mais plus que les 8 % des débuts.

Ce gala, qui aurait pu rester assez confidentiel, à l'usage des critiques et des cinéphiles pur beurre, a surfé sur la vague de reconnaissance. Le public se sent en territoire connu, surtout pour les œuvres commerciales, largement diffusées.

Sauf qu'elles sont justement trop représentées, ces œuvres-là, aux Jutra. Treize nominations pour *Les 3 Ptit Cochons* de Patrick Huard cette année, le poulain de tête, voilà qui est franchement excessif! Même si Patrick Huard n'est pas de la course au meilleur réalisateur.

Soit, le plus imaginaire *Continental*, un film sans fusil, de Stéphane Lafleur, arrive au second rang avec huit nominations et pourrait remporter le gros des statuettes, si nos vœux pieux sont exaucés. D'autres œuvres d'auteur, telles *Contre toute espérance* de Bernard Émond, qui pourrait valoir à l'intense Guylaine Tremblay le Jutra de la meilleure actrice principale, et *La Brunante* de Fernand Dansereau, atterrissent dans trois catégories. Malgré ses failles, *L'Âge des ténèbres* d'Arcand, plus populaire au Québec qu'à l'étranger, atterrit dans six catégories mais ne récolte certainement pas les gros lauriers des *Invasions barbares*. Il est reparti bredouille des Génies canadiens. Mauvais présage...

Des trous

Les problèmes sont en amont et déteignent sur le gala. Les cinéphiles ont encore sur le cœur les trous énormes des nominations aux Jutra, qui ont écarté d'office trop de bons films québécois dans maintes catégories.

Paresse développée au long des éditions par le mi-

Une scène de *Continental*, un film sans fusil avec Gilbert Sicotte.

lieu? Le processus des nominations apporte de moins en moins de bons résultats. Les membres des associations professionnelles votantes — scénaristes dans la catégorie « meilleur scénariste », acteurs pour les acteurs, réalisateurs pour les réalisateurs, etc. — établissent ces nominations. En coulisse, on sait bien que personne n'est obligé de voir les œuvres, que les amosités et le copinage du milieu changent la donne, que les grosses productions ont circulé davantage que les films d'auteur plus fragiles.

Alors, des œuvres comme *Toi* de François Delisle, qui aurait à tout le moins dû valoir à Anne-Marie Cadieux une nomination pour la meilleure actrice, et *Le Ring* d'Anaïs Barbeau-Lavalette, où le jeune Maxime Desjardins-Tremblay méritait haut la main de figurer dans la course au meilleur acteur, sont absentes de la course. Sans compter les autres.

Lors de la remise des prix Jutra, traditionnellement le film d'auteur a l'habitude de l'emporter sur la production commerciale de l'année. Du *Violon rouge* à *Congorama*, en passant par *Post Mortem*, *Québec-Montréal*, *Les Invasions barbares*, *C.R.A.Z.Y.*, etc. Les lauréats ont été honorables jusqu'ici.

De bons joueurs écartés

À l'heure d'assigner les gagnants, l'ensemble des corps professionnels, plutôt que chaque association, vote, toutes catégories confondues, à quelques exceptions près, dont le documentaire. Le copinage joue moins alors. Les votes se diluent. Et les choix se révèlent plus défendables.

En vertu de ce principe, *Continental*... peut vaincre *Les 3 Ptit Cochons*.

Mais nul ne peut colmater les brèches des bons joueurs écartés au premier tour. Injustice de base, donc. Jamais celle-ci n'aura paru aussi évidente qu'en 2008. Le film *Les 3 Ptit Cochons* n'est pas le seul à re-

présenter la veine commerciale. Jusqu'à maintenant, il y a eu le film grand public du cru *versus* les œuvres d'auteur. Pour cette dixième édition, tout devient plus diffus. Les frontières se sont estompées.

Ce sont plusieurs œuvres aux visées commerciales qui se retrouvent sur-représentées aux nominations: *Nitro* d'Alain Desrosiers par exemple, six fois finaliste (autant que *L'Âge des ténèbres*), et *Ma fille, mon ange* (cinq nominations). Du moins, pour ce dernier film, la jeune Laurence Leboeuf (révélée au petit écran par la série *Les Lavigneurs*) mérite de remporter le Jutra de la meilleure actrice de soutien dans son rôle de jeune rebelle. Même si la concurrence de Suzanne Clément dans *La Brunante* de Dansereau apparaît solide.

Ailleurs, l'ensemble des candidats est souvent moins fort. Un nom surnage du lot, parfois seul parmi des demi-valeurs.

Meilleur acteur de soutien: on mise sur Réal Bossé dans *Continental*, un film sans fusil. Meilleur acteur principal: Roy Dupuis, si solide dans *Shake Hands with the Devil*.

Cette année, quelques lauriers techniques furent remis à l'avance, et des lauréats se sont sentis des citoyens de seconde zone, indignes du grand gala. Les impératifs télévisuels créent ces mécaniques à deux vitesses qui ajoutent d'autres frustrations à celles des nominations. Ces dixièmes Jutra semblent être parvenus à un confluent.

Qu'entend appuyer le gala? Le succès en salle? (Mais le billet d'or aux meilleures recettes au guichet joue déjà ce rôle.) L'audace et la qualité? Ce flottement crée le malaise. On aimerait bien voir les Jutra pencher du côté de la création, ce qui commanderait un coup de barre du milieu. Ou un changement des règles des nominations. À suivre...

Le Devoir



Michel David

Le bourbier

La dernière fois qu'on avait vu ça, c'était en mars 2002, lorsque le ministre des Affaires intergouvernementales de l'époque, Jean-Pierre Charbonneau, avait rendu publique une version actualisée de 79 études sur les conséquences de la souveraineté, commandées 12 ans plus tôt par la soumission Bélanger-Campeau.

Non seulement M. Charbonneau n'avait fait aucun commentaire sur le contenu de ces études, il avait même reconnu ne pas avoir lu une seule ligne de ces 3800 pages, qui avaient tout de même coûté 600 000 \$.

« Quelle était l'urgence de passer des nuits blanches à lire ça? », avait-il répondu aux journalistes que cette désinvolture avait quelque peu surpris. Le message était néanmoins très clair: la tenue d'un référendum dans un avenir prévisible ne figurait pas dans les plans du gouvernement Landry.

Il y avait certainement quelque chose de choquant dans la façon dont l'argent des contribuables avait été gaspillé, mais il était vrai que la grande majorité des Québécois avaient d'autres priorités qu'un nouveau référendum.

En revanche, tout le monde ou presque aimerait savoir à quoi s'en tenir sur la situation du français au Québec, aussi bien ceux qui croient sincèrement que les choses s'améliorent que ceux qui craignent le pire.

Il est évident qu'une réalité aussi complexe ne saurait être dépeinte uniquement en noir et blanc. Certains progrès ou reculs peuvent être relatifs. L'expérience des 30 dernières années enseigne toutefois qu'on ne peut pas compter sur les partis politiques pour faire ces nuances. La question linguistique est trop intimement liée au débat sur l'avenir politique du Québec pour qu'il en soit autrement.

Il serait sans doute illusoire de croire qu'un organisme dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement puisse évaluer la situation linguistique en faisant totalement abstraction des considérations politiques.

On savait déjà que l'Office québécois de la langue française (OQLF) était un véritable panier de crabes. À tort ou à raison, sa présidente, France Boucher, elle-même une fervente libérale, se croyait entourée de taupes péquistes qu'elle a voulu bâillonner.

Il semble d'ailleurs que cette méfiance s'étendait aussi au Conseil supérieur de la langue française (CSLF), qui a reçu le rapport de l'OQLF mercredi, une heure après les journalistes. Son président, Conrad Ouelton, un linguiste qui a fait carrière à l'Université Laval, a pourtant été nommé par le gouvernement Charest en octobre 2005.

Il semblait absurde de voir en lui un adversaire politique, mais les critiques tout à fait inhabituelles que M. Ouelton a adressées jeudi à Mme Boucher, qu'il a carrément accusée d'avoir mal fait son travail, n'améliorèrent certainement pas leurs rapports.

Le résultat du pitoyable cafoillage des derniers jours est que l'OQLF a malheureusement perdu la crédibilité essentielle au rôle difficile mais indispensable qui est le sien. Par définition, « faire le suivi » de la situation linguistique implique qu'on dégage des tendances, quitte à apporter les nuances qui s'imposent.

En refusant de tirer la moindre conclusion du premier bilan quinquennal présenté par l'OQLF, comme l'exigeaient les membres de son conseil d'administration, Mme Boucher a choisi la pire des attitudes. Au lieu de déclencher une réflexion la plus rationnelle possible sur ce que la situation commande de faire, elle a abandonné tout le terrain aux acteurs politiques, au risque que ceux-ci le transforment en bourbier.

Sans grande surprise, la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Christine St-Pierre, a choisi de voir dans ce bilan la preuve que « le français est en progression au Québec ».

En conférence de presse, elle a eu un peu de mal à expliquer où se situait ce progrès, mais à partir du moment où tout resserrement des dispositions de la loi 101 serait considéré comme une abomination au PLQ, Mme St-Pierre est condamnée au port des lunettes roses.

On peut très bien comprendre que certains ministres marchent sur des œufs quand ils abordent un dossier particulièrement délicat, mais Mme St-Pierre n'était tout de même pas obligée d'encenser un rapport aussi incomplet. C'était comme si elle était reconnaissante à Mme Boucher de ne pas avoir tiré la conclusion qui s'imposait.

Mme St-Pierre n'a manifesté aucun enthousiasme à l'idée de voir le Conseil supérieur de la langue française se mêler du débat, comme son président se propose maintenant de le faire. « Le CSLF va prendre connaissance du rapport, et probablement que le CSLF va analyser le rapport, et ensuite on va voir », a-t-elle déclaré.

Encore une fois, Mme St-Pierre semble considérer les organismes qui relèvent de sa responsabilité comme des créatures étrangères alors qu'elle devrait s'efforcer de solliciter leur expertise.

De toute évidence, M. Ouelton ne demande pas mieux. « Je sens qu'on va être obligés de se mouiller un petit peu et je ne suis pas fâché d'avoir à le faire », a-t-il déclaré. C'est peut-être ce que craint la ministre. Elle a indiqué que son « plan d'action » sera rendu public d'ici la fin de mars. Il serait fâcheux que dans quelques mois le CSLF le juge insuffisant. Les gouvernements libéraux ont souvent eu des problèmes avec cet organisme par le passé.

Tout ce qui est de nature à raviver l'inquiétude pour l'avenir du français fait l'affaire du PQ, qui trouvera là de quoi alimenter la « conversation nationale » à laquelle il entend convier les Québécois en lieu et place d'un référendum.

Pauline Marois pourra même utiliser le rapport de l'OQLF pour justifier son plaidoyer en faveur du bilinguisme à l'école. Si la clientèle des réseaux anglais est en hausse du primaire au collégial alors que celle des réseaux français est en baisse, ce serait moins à cause des allophones que des francophones, manifestement désireux de maîtriser l'anglais.

En revanche, il est navrant de voir que la direction du PQ soumettra au conseil national de la semaine prochaine une proposition qui vise à « réorienter résolument l'enseignement du français vers l'acquisition de la langue standard québécoise, écrite et parlée ». La « langue standard québécoise »? Misère. On n'est pas sortis du bourbier.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Un virage nécessaire

Dès le dépôt de son bulletin de candidature à la direction du Parti québécois, Pauline Marois avait posé le caractère indispensable de la rénovation du programme de son parti. Le week-end prochain, les militants péquistes seront invités à mettre au rancart l'étapisme référendaire qui, depuis 35 ans, oriente leur action pour plutôt s'engager dans une démarche de gouvernance nationale. Il s'agit d'un virage à 90 degrés.

N

ul doute que le programme péquiste a besoin d'une révision en profondeur. Si on reprend l'analogie avec les trois périodes d'un match de hockey qu'affectionnait Jacques Parizeau à une autre époque, le Parti québécois a tout simplement été éliminé le soir des élections du 26 mars 2007. Relégué au troisième rang, il n'est tout simplement plus dans la joute. Il lui faut trouver le moyen de revenir au jeu, ce qui semble être en voie de se réaliser grâce au discours sur l'identité adopté par la nouvelle chef de ce parti.

De ses militants, Pauline Marois veut obtenir qu'ils soutiennent son approche et, comme premier geste, bifent du programme l'obligation de «tenir un référendum le plus tôt possible dans le premier mandat», adoptée à leur dernier congrès. L'accent mis par le PQ depuis la défaite de 2003 pour accélérer le processus référendaire a agi comme un repoussoir. Alors qu'on croyait mobiliser la ferveur souverainiste, cette approche a eu un effet contraire, constaté avec amertume le soir du 26 mars dernier.

Évacuer du programme péquiste l'exigence d'un référendum le plus tôt possible changera beaucoup de choses. D'abord, les adversaires du PQ ne pourront plus brandir l'épouvantail de la cage à homards selon lequel le Parti québécois cherche à piéger les électeurs dans un processus irrémédiable vers l'indépendance. Certes, ils diront que Mme Marois nous ramène aux «conditions gagnantes» de l'ancien premier ministre Lucien Bouchard. Il est vrai qu'il subsiste une ambiguïté que libéraux et adéquistes tenteront d'exploiter. Mais on ne peut tout de même pas demander au PQ de renoncer à son projet de souveraineté, qu'il entend réaliser par des voies démocratiques.



Bernard Descôteaux

Les électeurs comprendront facilement qu'il y a un changement d'approche. Ce que Pauline Marois appelle le «moment pertinent» pour déclencher un référendum, ce sont eux qui le définiront par l'appui qu'ils donneront, à travers sondages et élections, au projet de souveraineté. Il faudra donc aller les convaincre. Le changement de paradigme proposé par la chef péquiste obligera les militants souverainistes à retourner auprès de leurs concitoyens. Plutôt que de débattre entre eux de la meilleure stratégie à suivre, il leur faudra reprendre le bâton du pèlerin, comme aimait le dire René Lévesque. Réunir les «conditions gagnantes», ce n'est pas attendre que la conjoncture soit favorable, c'est-à-dire attendre que surviennent certains événements comme l'échec d'un improbable accord constitutionnel, mais s'assurer qu'existe chez les Québécois une volonté collective de faire l'indépendance. Quoi qu'en pensent certains militants péquistes, ce n'est pas acquis aujourd'hui.

La double démarche que propose Pauline Marois, une «conversation nationale» et une «gouvernance nationale», va dans ce sens. Elle est inspirée du mouvement indépendantiste écossais, du moins pour le choix du mot «conversation». Celui-ci a fait sourire et rire, non sans raison. Le militantisme, du moins le vrai, est du domaine de l'action, pas de la conversation. Ce mot a déjà créé la perception d'un militantisme de salon qui ne peut que déplaire aux souverainistes les plus fervents. À charge pour les dirigeants actuels du PQ de défaire cette perception.

Plusieurs militants souverainistes parmi les plus engagés n'aiment pas non plus cette idée de gouvernance nationale qui les ramène à cette époque honnie du leadership de Pierre Marc Johnson dite de l'«affirmation nationale». Le contexte n'est pas le même. Personne ne peut douter de la volonté de Pauline Marois de faire progresser le Québec vers un statut de pays, qu'elle inscrit clairement dans le programme du parti. Mais en attendant la souveraineté, il lui faut faire des gestes qui, sans nécessairement y conduire, renforceront le Québec. Éventuellement, le Parti québécois devra gouverner, c'est même la première étape à franchir. Il lui faut donc un programme, qui doit d'abord être un programme d'affirmation nationale, comme lorsqu'il a pris le pouvoir pour la première fois.

En matière de résultats électoraux, le PQ est revenu à son point de départ. Cela induit un douloureux sentiment de retour en arrière. À moins de fermer les yeux, il n'y a pas d'autre voie que de se livrer à la reconstruction du parti. À cet égard, on ne pourra pas reprocher à Pauline Marois d'avoir le courage d'être lucide.

bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSEFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BELAND



LETTRES

Bilinguisme et langue fourchue

À lire ce qui s'écrit par tous et chacun sur la question des avantages et des inconvénients du bilinguisme au Québec, il me revient souvent à l'esprit cette sage parole de Félix Leclerc selon qui «l'ignorance a le mépris facile». On dirait en effet que lorsqu'il s'agit de la langue, les excès de langage sont bien souvent inversement proportionnels à la force des arguments. Selon Bernard Desgagné («Le Québec sait-il assez parler anglais?», *Le Devoir*, 5 mars 2008), je «[...] colportais récemment dans les journaux [...] le bilinguisme: une richesse». *La Presse*, 19 février 2008] les prétendus bienfaits neurologiques du bilinguisme, bienfaits qu'aucune étude n'a jamais démontrés». Au risque d'alourdir ses envolées avec des faits, je lui répondrais que des recherches étalées sur une trentaine d'années auprès de milliers d'apprenants des programmes d'immersion française ont bel et bien démontré les bénéfices intellectuels (souplesse cognitive, créativité, etc.), sociaux et affectifs (moins d'ethnocentrisme et de xénophobie, etc.) que retirait généralement les enfants issus de ces programmes (et ayant donc appris le français intensivement par le truchement d'autres matières scolaires). J'aimerais à mon tour demander à ce monsieur sur quelles données il justifie l'appui de ses propres observations reliant à qui mieux mieux ses convictions politiques, le statut de l'anglais au Québec et celui du bilinguisme dans les pays scandinaves, la qualité du français et la facilité pour l'anglais, la traduction comme remède à l'unilinguisme et tout ce méli-mélo d'affirmations aussi gratuites que tendancieuses.

Pierre Calvé
Docteur en linguistique
Gatineau, le 5 mars 2008

Télespectateur fidèle

Lettre à Mario Clément, directeur de la programmation à Radio-Canada Télévision
Permettez-moi de prendre quelques instants pour protester contre votre récente décision de ne pas renouveler pour une troisième saison la magnifique série *Tout sur moi*, écrite par Stéphane Bourguignon. C'est une des rares émissions que je me fais un devoir de regarder chaque se-

maine depuis ses débuts et sa disparition annoncée me peine beaucoup. Je n'ai jamais tant ri en regardant la télévision! Un humour intelligent, qui ne prend pas les auditeurs pour des idiots, qui me rappelle parfois *La vie, la vie*, du même auteur, mais vraiment une coche au-dessus.

Les cotes d'écoute de cette émission étaient peut-être en deçà de vos objectifs, mais n'est-ce pas un des rôles de la télévision publique de tenter de rejoindre tous les auditoires possibles en présentant un vaste éventail de choix plutôt que de seulement tenter d'imiter la télévision privée en s'adressant uniquement à la masse de gens qui semblent tous aimer la même chose? Non, *Tout sur moi* ne cartonne pas autant que *L'Auberge du chien noir*, qui reviendra probablement pour une septième saison. Mais je n'écoute pas cette émission et je ne l'écouterai pas plus l'an prochain, alors que vous me retirez la seule émission qui me plaît sur vos ondes!

Je vous souhaite d'attirer beaucoup de nouveaux téléspectateurs avec vos décisions de programmation. Veuillez toutefois ajouter une petite croix sur la liste des auditeurs fidèles que vous aurez perdus à la fin de la diffusion de *Tout sur moi*.

Martin Landry
Montréal, le 6 mars 2008

Virage radical

Lettre à Bernard Descôteaux, directeur du Devoir
Pas besoin d'une chronique pour dire que le programme de Québec solidaire relève de l'utopie. Une phrase suffit, mille fois entendue, chaque fois que se présente un choix politique socialisant. Or, justement, c'est ce que la situation commande: un virage radical.

Récession, disiez-vous dans votre texte du 4 mars 2008. C'est bizarre, c'est de cela que j'entends parler depuis des mois alors que l'horizon politique est noir de libéraux et de conservateurs. Les mouvements sociaux et les revendications des masses laborieuses n'ont pas provoqué les grandes crises de l'époque moderne, au contraire. Qualifiés d'utopies en leur temps, ils sont à la source de progrès qui ont profité à tous. Ce sont les perversions du capitalisme qui, en général, nous conduisent aux désastres. À défaut de changements majeurs à notre système de production-consommation qui détruit notre

habitat, avec notre prétendue démocratie réduite à sa distorsion médiatique et notre éducation qui fait de nous des diplômés illettrés, à défaut d'utopie, M. Descôteaux, nous allons vivre des calamités inconnues de l'humanité à ce jour.

Ne sapons pas le courage de Québec solidaire, le seul parti à nous proposer une autre voie. Il nous dit que c'est possible, et je le crois. Il y a dans ses rangs des intellectuels dignes de foi. Par contre, ils n'ont pas dit que ce serait facile, mais nous devrions nous préparer aux sacrifices, car nous n'avons plus le choix. Notre mode de vie et notre rapport à la politique sont en cause. Je suis d'accord avec vous: il ne suffit pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres. Il faut réformer l'État et taxer la richesse pour renforcer l'État afin qu'il puisse assumer son rôle de dépositaire de l'intérêt collectif. Car tout enrichissement n'est possible que dans des circonstances auxquelles chacun de nous contribue, si pauvre soit-il.

Au moins, que le programme de Québec solidaire soit l'objet d'un flash à une tribune populaire et s'attire sarcasmes et condescendance est une preuve d'intérêt. Il est grand temps.

Luc De Tremmerie
Le 6 mars 2008

«Drabe», le rapport de l'OLF

Ma mère qui a 93 ans a l'habitude de qualifier quelque chose de terne, fade, banal et morne de «drabe». C'est l'impression que j'ai eue en écoutant la directrice générale de l'Office de la langue française, Mme Boucher, qui livrait son rapport.

Incapable de qualifier l'état du français, rien sur l'avenir, la directrice paraissait mal à l'aise et même gênée d'avoir à livrer cette montagne de chiffres sans apporter aucun éclairage. D'ailleurs, le ton monotone de sa présentation se comparait un peu à la synthèse vocale que j'utilise en tant que handicapé visuel pour lire des documents.

On percevait que quelqu'un d'autre tire les ficelles dans ce dossier. Quant à la ministre, Christine St-Pierre, sa prestation n'a pas eu grand éclat. On sentait qu'elle aurait voulu être ailleurs.

Mercrredi, c'a été une journée «drabe» pour l'avenir de la langue française chez nous.
Gérard St-Denis
Sainte-Brigitte-des-Saults, le 7 mars 2008

REVUE DE PRESSE

D'erreur en erreur

Manon Cornellier

Le gouvernement Harper a vécu une semaine difficile. Des erreurs de jugement passées et récentes sont venues le hanter et ont provoqué une pluie de critiques sévères.

Il y a encore l'affaire Cadman, de ce défunt député à qui on aurait offert une aide financière, sous la forme d'une police d'assurance vie, au dire de sa femme, en échange de son vote pour défaire le gouvernement Martin. *The Times & Transcript*, du Nouveau-Brunswick, est l'un des rares membres du club des sceptiques, avec Michael Smyth, du *Vancouver Sun*; ailleurs, comme au *Halifax Chronicle-Herald* et au *Calgary Herald*, on trouve qu'il y a trop de questions sans réponse et qu'un examen indépendant s'impose, que ce soit par le Comité sur l'éthique ou par la GRC.

Selon Don Martin, du *Calgary Herald*, le premier ministre doit clarifier les réponses qu'il a données à un journaliste il y a deux ans et demi. L'enregistrement de la conversation est clair. Harper y parlait bel et bien d'une offre de «compensation financière». Si l'esquive se poursuit, dit Martin, «la tache sur le bilan de Harper va s'étendre et ses démentis de toute transgression éthique ou même légale vont sonner de plus en plus creux».

Le *Globe and Mail* exige lui aussi une explication crédible. «D'ici là, les soupçons vont planer.» Le *Toronto Star* se demande d'ailleurs pourquoi il est si difficile pour le premier ministre d'offrir des réponses simples à des questions précises. Il croit que, si les conservateurs n'ont rien à cacher, ils ne craindront pas une en-

quête du Comité sur l'éthique. Ce qui amène le *Star* à s'interroger dans un deuxième éditorial sur les raisons qui poussent le NPD à s'opposer à pareille enquête.

Dans une autre chronique parue dans le *National Post*, Don Martin tient à préciser cependant que tous les partis ont tenté à un moment ou à un autre d'«acheter» des députés pour leur appui. Poste diplomatique, nomination, siège au conseil des ministres, les exemples abondent. Martin trouve donc que les libéraux tout preuve d'une certaine hypocrisie dans cette affaire. Le chroniqueur rappelle l'entrée au cabinet de Belinda Stronach, la tentative de recrutement de Germant Grewal — ratée — et celle plus réussie de Scott Brison. Dans la même veine, Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, se demande où s'arrête l'offre légitime et où commence le pot-devin.

Brouillage diplomatique

La fuite d'une note diplomatique laissant entendre que le candidat démocrate Barack Obama ne pensait pas ce qu'il disait en promettant la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain a créé l'inquiétude. Le *Star Phoenix*, de Saskatoon, craint que le Canada ne souffre de cette ingérence dans la campagne américaine. Le *Toronto Star* note que, si Obama devait devenir président, cette fuite n'aiderait pas à améliorer les relations canado-américaines. Que le gouvernement Harper en soit responsable ou pas, le mal est fait, pense le quotidien, même dans le clan Clinton qui a durci le ton face au libre-échange.

Selon Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, les explications offertes par le gouvernement dans les affaires Cadman et Obama sonnent faux. Dans les deux dossiers, dit-il, «il est difficile de donner le bénéfice du doute au gouvernement. Dans chacun des cas, sa crédibilité est suspecte». Alan Ferguson, du *Vancouver Province*, fait lui aussi un lien entre les deux dossiers. Il dit que, dans les deux cas, «le premier ministre a l'air d'un politicien amateur» et que ces incidents font comprendre qu'on a peut-être surestimé ses instincts politiques.

Bisbille chez le voisin

Le ton monte entre Ottawa et Queen's Park. Les attaques répétées du ministre des Finances, Jim Flaherty, contre la politique fiscale du premier ministre ontarien, David McGuinty, ont suscité la réprobation de la plupart des quotidiens de la province. Le *Toronto Star* invite les conservateurs à se rappeler que c'est en Ontario qu'ils doivent faire des gains en vue d'une éventuelle majorité, un argument repris par le *Toronto Sun*. De l'avis du *Star*, le moment est bien mal choisi pour insulter l'Ontario et y décourager les investissements. «Flaherty semble en train d'auditionner pour un autre rôle, soupçonne le *Star*: celui de chef de l'opposition à l'assemblée législative ontarienne.»

Dans une province près de chez vous

Pendant que les conservateurs font tout pour réduire le rôle du fédéral, Carol Goar, du *Toronto Star*, obser-

ve un phénomène intéressant. Les provinces ont repris l'initiative en matière de politiques publiques. Alors qu'elles avaient tendance par le passé à demander à Ottawa de lutter contre les changements climatiques ou la pauvreté, elles ont maintenant entrepris de s'y attaquer elles-mêmes, dit Goar, qui offre une série d'exemples. La Colombie-Britannique a introduit le mois dernier une vraie taxe sur le carbone. L'Alberta a mis en avant un plan audacieux de réduction des temps d'attente en orthopédie sans pour autant opter pour la privatisation. Le Manitoba offre maintenant un financement stable à ses municipalités. L'Ontario vient d'adopter un plan de relance de son secteur manufacturier. Le Québec est à l'avant-garde en matière de services de garde, de lutte contre la pauvreté et d'économie sociale. La Nouvelle-Écosse a adopté une stratégie en matière de santé axée sur la prévention. En bonne Ontarienne, Goar soutient qu'elle préférerait que ces approches s'inscrivent dans une vision nationale. «Mais la Confédération, avec ses tensions et ses accrochages, est résiliente. Quand un ordre de gouvernement se retire de la vie des gens, les autres prennent la relève», se félicite-t-elle.

Suite et fin

Acheter une maison coûte cher? À Vancouver, le mot est faible. Selon le *Vancouver Province*, le prix moyen d'une maison unifamiliale dans la grande région de Vancouver a atteint 921 000 \$, une augmentation de 14 % par rapport à février 2007...

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Journée internationale des femmes

Ces femmes qui travaillent au péril de leur vie

D^{RE} JOY JOHNSONDirectrice scientifique, Instituts de recherche
en santé du Canada
Institut de la santé des femmes et des hommes

ARCHIVES REUTERS

Les chercheurs ne font que commencer à établir des liens entre le travail des femmes et leur santé.

Le dans les rôles au travail. Comme notre perception du travail et des risques demeure inchangée, les lieux de travail ne sont pas encore sûrs pour les femmes. Les métiers pour lesquels la majorité de la main-d'œuvre est féminine sont habituellement considérés comme des métiers à faible risque, mais cette supposition est fautive. Les femmes font face à de multiples dangers dans ces lieux de travail.

Par exemple, les femmes offrant des soins aux malades et du soutien à domicile risquent de contracter des maladies infectieuses et peuvent se blesser au dos en soulevant les patients. De plus, ces femmes affirment qu'elles subissent un niveau élevé de violence physique et psychologique. Les préposées au nettoyage et les travailleuses d'usine sont souvent exposées à des produits chimiques toxiques qui ont des conséquences à long terme sur la santé. Même les emplois qui semblent à faible risque peuvent présenter des dangers physiques moins évidents qui s'accumulent au fil du temps. Par exemple, les blessures dues aux mouvements répétitifs, comme le syndrome du canal carpien et les lombalgies, sont fréquentes chez les caissières de banque et les coiffeuses-stylistes. Com-

me ces problèmes de santé liés au travail se développent lentement, ils sont plus difficiles à prévenir et moins bien diagnostiqués que les maladies professionnelles plus évidentes.

Il existe des mesures que nous pouvons prendre afin d'alléger ces risques pour la santé, en commençant par la manière dont nous étudions la santé au travail. Les chercheurs ne font que commencer à établir des liens entre le travail des femmes et leur santé. Jusqu'à tout récemment, les chercheurs dans le domaine du travail ont fréquemment négligé de prendre en considération le sexe des travailleurs qu'ils étudiaient. La recherche est nécessaire afin d'élaborer des stratégies judicieuses visant à réduire les risques pour la santé que subit la main-d'œuvre féminine. Qui plus est, nous devons travailler plus fort afin d'abandonner la supposition selon laquelle le travail des femmes est plus sûr que le travail des hommes.

À l'approche de la JIF de cette année, gardez à l'esprit que les femmes représentent la moitié de la population planétaire. Si nous ne portons pas attention à leur bien-être au travail, c'est la société tout entière qui en souffrira.



Denise Bombardier

Voyage à l'ère planétaire (2)

Dubai, Émirats arabes uni — Si Dieu est partout, le cheikh Mohammad ben Rached Al-Maktoum l'est également ici. On le voit à travers la ville représentée sur d'immenses panneaux. Il poursuit le développement délirant de ce morceau de terre arraché peu à peu au désert dont son père fut l'initiateur et feu son frère l'accélérateur. Dubai apparaît comme un chantier pharaonique où les gratte-ciel naissent en un peu plus de temps qu'il n'en faut à une chamelle pour mettre bas. Dubai, au premier coup d'œil, est la concrétisation d'une vision mégalomane nullement freinée par les contraintes de l'argent. En comparaison, Las Vegas est une version carton-pâte du genre.

Mais cet émirat vibre de la présence de plus d'un million d'habitants dont soixante-quinze pour cent sont des étrangers venus ici pour gagner leur vie. Ils viennent de dizaines de pays, dont le Canada, et c'est peu dire qu'ils doivent, eux, se soumettre aux accommodements «raisonnables» qu'exige l'Islam, religion d'État, bien sûr, des Émirats. Nous sommes ici au cœur de la contradiction entre les exigences religieuses et celles du capitalisme économique exacerbé. Dubai, ça n'est pas l'argent, c'est le culte du veau d'or. Ça n'est pas le luxe, c'est l'orgie de luxe. Ça n'est pas la modernité architecturale, c'est le défi permanent aux contraintes de l'ingénierie. La preuve en est cette tour en construction, le Burj Dubai (158 étages déjà terminés), dont la hauteur atteindra en 2009 presque un kilomètre. Rappelons pour mémoire que le World Trade Centre comptait 110 étages. De là à y voir le triomphe du monde arabe face à la domination occidentale et à la réussite orientale qu'est la tour Taipei 101 pour ses 101 étages, le plus haut gratte-ciel du monde à ce jour, il n'y a qu'un pas que franchissent plusieurs.

Revenue sur terre, la réalité est plus traditionnelle, voire archaïque, bien qu'il existe un libéralisme social impensable en Arabie saoudite ou même dans les autres émirats de la région, Abou Dhabi au premier chef. Les femmes voilées sont nombreuses, mais les tenues vestimentaires ne symbolisent pas toutes les mêmes contraintes. On y voit des femmes recouvertes d'un voile léger, aérien, mais enserrées dans un jean griffé, la poitrine moulée dans un pull en cachemire, infiniment plus sexy que nos filles qui s'affichent le nombril à l'air. Il y en a d'autres recouvertes de la tête aux pieds de la tunique noire (*abaya*) et du voile (*shayla*), mais le visage à découvert et se promenant toujours accompagnées d'un homme. Ce qui est moins gênant, c'est que l'homme aussi est en robe blanche (*dishdasha*) et qu'il a la tête couverte également (*ghutra*). Cette égalité vestimentaire est moins choquante à nos yeux que la vision de femmes totalement recouvertes de noir dans nos rues accompagnées d'hommes en tee-shirt et en short durant les journées torrides de l'été, par exemple. À Dubai, cela s'inscrit dans la culture traditionnelle, et il faut bien avouer que notre recherche d'exotisme est ici comblée. On pourrait ajouter que ces habits dégagent de plus une élégance qu'on a perdue depuis longtemps chez nous, société du laisser-aller vestimentaire. Enfin, les femmes entièrement effacées derrière le voile, certaines le visage recouvert d'un masque en cuir, nous offrent une vision aussi désolante que révoltante. D'autant plus qu'elles déambulent toujours à l'écart de l'homme ou des hommes qui les accompagnent.

Il y a vingt-cinq ou trente ans, croiser ces femmes ne provoquait pas les mêmes émotions. Sans doute parce que l'indignation a pris le pas sur l'exotisme. De nos jours, il n'est plus possible de voyager à travers les pays à la seule recherche du dépaysement, en spectateurs distancés des expressions culturelles opposées aux nôtres. La conscience moderne repose désormais non seulement sur le respect de la diversité culturelle mais sur le sentiment de la primauté de l'égalité entre les êtres humains. On ne peut plus voyager en affirmant la supériorité de notre culture, mais on ne peut parcourir non plus la planète avec un regard relativiste bon ton, politiquement correct. N'oublions pas qu'il y a peu d'années encore, on trouvait même des anthropologues et autres spécialistes des comportements sociaux pour soutenir que l'excision et l'infibulation des femmes étaient relativement bien vécues par elles parce que intégrées à leur culture. Ces femmes sans visage croisées dans les souks, dans les centres commerciaux aux boutiques chic et dans cet hôtel hyper-luxueux partageant, malgré les écarts de classe, le même destin tragique, celui d'être des inférieures devant la loi comme devant les hommes. De même qu'existe l'ingérence humanitaire qui consiste à contourner la souveraineté d'un État pour sauver des populations en danger de mort, de même s'est créée au fil des ans une solidarité active et affective face à l'asservissement des femmes par leur propre culture. Il est impossible de respecter une culture qui bafoue une partie de ceux qui y adhèrent. Ni la soumission des femmes ni leur silence ne doivent altérer notre indignation face à ce qui nous apparaît une violation évidente de la dignité de la femme.

Dans cette région du monde, à proximité de l'Arabie saoudite, à une heure d'Abou Dhabi plus lourdement traditionnel, Dubai fait figure de libéral. Comme si l'opulence moderne, résultat de ce développement économique sans restrictions financières, s'accommodait mal de l'Islam. On y fait les prières publiques cinq fois par jour, on interdit l'alcool dans le pays, voire des médicaments à base de codéine, la peine de mort y est appliquée, l'homosexualité est illégale, mais on peut boire jusqu'à plus soif dans les palaces et autres hôtels et restaurants où on sert du porc sans sourcilier. Toutefois, l'image la plus authentique du progrès de cet émirat et un espoir pour l'avenir de ce stupéfiant terrain de sable, ce sont ces femmes, une majorité, qui ne portent plus en public des vêtements si symboliques de leur infériorité.

denbombardier@videotron.ca

Course à l'investiture présidentielle aux États-Unis

Un hiver rude et interminable pour les démocrates

JULIEN TOURREILLE

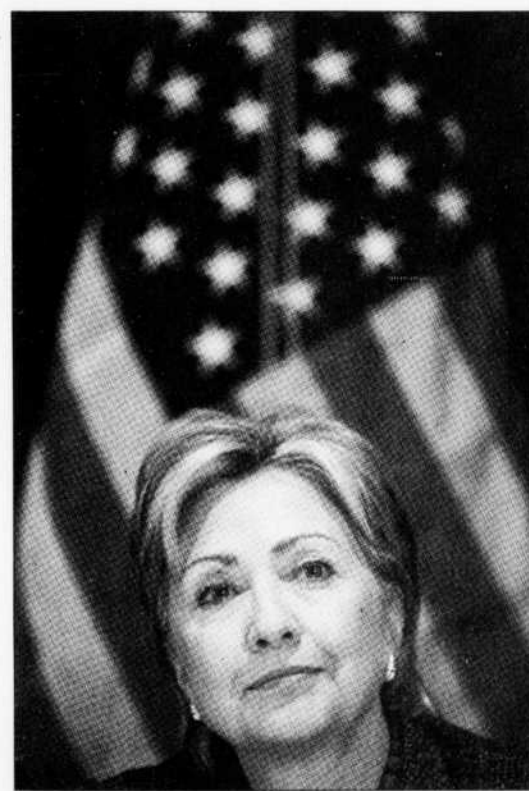
Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis
de la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

Ceux-ci représentaient environ 20 % de l'électorat dans les deux États cruciaux de l'Ohio et du Texas et Mme Clinton en a obtenu 60 % dans le premier cas et 55 % dans le second.

Dès lors, une stratégie de campagne plus agressive, couplée à une attention plus méticuleuse portée par des médias soucieux de se distancer de «l'obamania» ambiante, pourrait marquer un tournant important dans cette course à l'investiture démocrate. Jusqu'ici limitées, les attaques négatives pourraient devenir le lot quotidien. Alors que Mme Clinton les a habilement utilisées pour se relancer, Barack Obama semble s'y orienter, ou à tout le moins s'y résigner. Depuis le mercredi 5 mars, il a remis en question la solidité et la pertinence de l'expérience en matière de questions internationales de Mme Clinton. Son équipe a également fait allusion aux «affaires», telle l'affaire Whitewater, qui avaient entaché la réputation des Clinton au cours de leur premier bail à la Maison-Blanche. Ce ton acrimonieux peut certes relancer une campagne, il n'en résoudra pas pour autant le casse-tête dans lequel le Parti démocrate est en train de s'enliser: qui sera le candidat pour l'élection présidentielle? Étant donné le système de répartition proportionnelle des délégués, il apparaît mathématiquement quasi impossible, tant pour Barack Obama que pour Hillary Clinton, d'obtenir les 2025 délégués nécessaires pour revendiquer l'investiture. Au 6 mars, le premier était crédité de 1520 délégués, la seconde de 1424. Or il n'en reste plus que 611 à obtenir au cours des 12 dernières primaires qui doivent avoir lieu d'ici début juin. Dès lors, tous les scrutins sont importants, qu'ils octroient 18 délégués, comme le caucus du 8 mars au Wyoming, ou 188, comme la primaire en Pennsylvanie le 22 avril. La stratégie de conquête des «super délégués», lesquels devraient s'avérer décisifs dans la désignation du candidat démocrate, passe en effet par la performance dans toutes les courses qui restent. Barack Obama compte ainsi gagner le plus d'États possible et maintenir sa légère avance en ce qui concerne le nombre de délégués. Hillary Clinton mise sur des victoires dans les plus grands États (en particulier la Pennsylvanie et la Caroline du Nord), comme elle le fait depuis le début pour remporter l'investiture.

John McCain peut — modérément — espérer

Si la course démocrate s'enlise au risque de connaître des dérapages, les républicains, avec la victoire de John McCain, sont déjà sortis de l'hiver et devraient en tirer au moins deux avantages. Premièrement, John McCain pourra profiter de la campagne négative dans laquelle les deux candidats démocrates paraissent s'engager. Il pourra en effet exploiter et affiner les arguments développés par chacun des deux adversaires tout en renforçant sa posture de présidentiable. Deuxièmement, et plus fondamentalement, il pourra mettre à profit le temps dont il dispose pour unifier et mobiliser l'ensemble du Parti républicain autour de sa candidature. Ceci est crucial tant les éléments les plus conservateurs, notamment la droite religieuse, doutent de sa «droiture». Dans cette perspective, le ralliement de Mike Huckabee, populaire auprès de la composante



KEVIN LAMARQUE REUTERS

Hillary Clinton a adopté un ton plus dur il y a environ une semaine.

conservatrice du Parti républicain, d'une part, et le soutien de George W. Bush et plus largement de l'ensemble de l'appareil du parti (avec ses réseaux de financement et son personnel politique) d'autre part sont des atouts majeurs.

Même si les républicains émergent aujourd'hui comme les principaux bénéficiaires de la lutte inextricable entre Barack Obama et Hillary Clinton, les obstacles sont encore nombreux pour qu'ils conservent la Maison-Blanche en novembre prochain. Malgré une nette amélioration de la situation sur le terrain depuis un an, la guerre en Irak demeure largement impopulaire et constitue par conséquent un fardeau pour le candidat républicain à la succession de George W. Bush. Le ralentissement économique replace en tête des préoccupations des électeurs des questions telles l'assurance maladie ou la lutte contre les délocalisations industrielles, qui sont des sujets traditionnellement plus favorables aux démocrates. Si les sept semaines avant la prochaine échéance cruciale de Pennsylvanie s'annoncent périlleuses pour les démocrates, huit mois de campagne électorale ne seront donc pas de trop pour que les républicains espèrent surmonter leurs handicaps.

On peut suivre le déroulement de la campagne à travers les analyses publiées par la chaire à l'adresse www.dandurand.uqam.ca/electionusa2008

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communiqué), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Gagnon (caricaturiste), Diane Précor (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); À l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paire (culture); À l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; À l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); À l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Emilie Parent Bouchard, Etienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); La documentation: Gilles Paire (directeur), Manon Derome, Olivier Spéclier (Québec), Monique Bétrier (Ottawa); LA PUBLICITÉ: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chretien, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Hébert (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRACÉ: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion); L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Grandeurs et omissions de Claude Ryan, penseur du PLQ de Jean Charest

Sa bible sur les «valeurs libérales» minimise l'importance de la question nationale dans les succès du PLQ

Il y a maintenant deux ans, *Le Devoir* a lancé un défi aux professeurs de philosophie ainsi qu'à d'autres auteurs passionnés d'idées de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Aujourd'hui, une incursion dans l'histoire des idées du Parti libéral du Québec, qui tient son 30^e congrès ce week-end.

ÉRIC BÉDARD

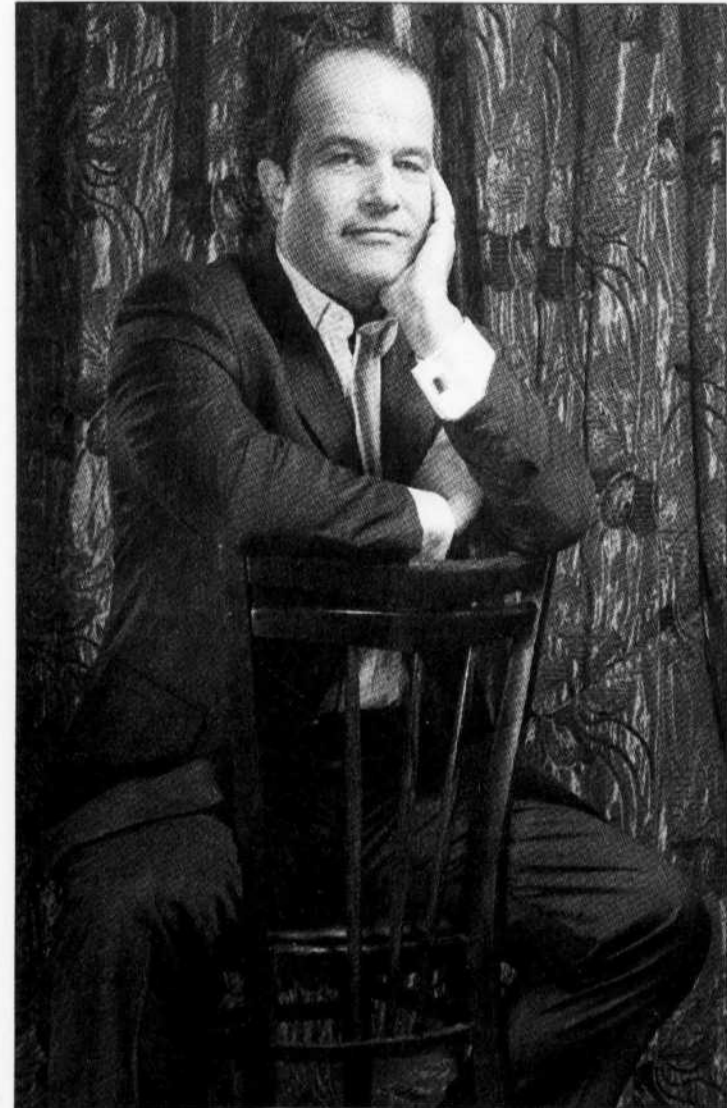
Éric Bédard est historien et professeur à la Télé-Université de l'Université du Québec à Montréal. Il s'intéresse à l'histoire politique des idées au Québec et au Canada (XIX^e et XX^e siècles) ainsi qu'aux rapports que les Québécois d'aujourd'hui entretiennent avec leur passé.

Tout n'a pas commencé en 1960

Environ 2000 militants libéraux réunis en congrès cette fin de semaine à Québec reconduiront intégralement l'interprétation historique présentée par Claude Ryan juste avant sa mort, en 2004, sur les «valeurs libérales». C'est ce qu'affirmait cette semaine le député de Verdun, Henri-François Gauthier, chargé de mettre à jour les idées de ce document de réflexion après les élections de mars 2007. En adoptant sans en discuter les thèses de leur ancien chef, les militants libéraux ne risquent-ils pas d'accréditer un certain révisionnisme? En effet, dans son petit livre, Claude Ryan, en centrant son histoire sur la lutte pour les droits individuels, fait l'impasse sur le fait que la question nationale a largement contribué aux succès du PLQ.

Reconnaissons toutefois qu'à l'heure où les partis politiques semblent assiégés par des spécialistes en communication obsédés par les grands titres du lendemain, le texte (www.plq.org/fr/valeurs-liberales) de l'ancien directeur du *Devoir* ne manque pas de panache. Ce n'est pas tous les jours qu'un parti cherche ainsi à inscrire ses orientations dans une plus longue durée et souhaite dégager de ses actions passées des principes moteurs pour l'avenir.

La démarche est non seulement noble mais aussi audacieuse. Car le document propose rien de moins qu'une interprétation globale de l'histoire politique du Québec. La thèse proposée dès l'introduction par M. Ryan est simple: le Parti libéral aurait toujours défendu bec et ongles les «droits et libertés individuels» contre des «bleus» nationalistes, devenus plus tard étatistes et souverainistes, avant tout soucieux «de défendre et de renforcer l'identité québécoise». Comme toutes les interprétations stimulantes, celle-ci mérite d'être discutée.



L'auteur du texte, Éric Bédard.

DANIEL DESMARAIS

une telle interprétation ne peut pas aller de soi.

La Fontaine, premier «libéral»?

Curieusement, le panthéon libéral de Claude Ryan ne débute pas avec les «rouges» mais bien avec La Fontaine et Baldwin. Présenter ces derniers comme les premiers libéraux me semble contestable. Ne se sont-ils pas opposés au principe de la *rep by pop* («un homme, un vote») au tournant des années 1850? N'ont-ils pas retiré le droit de vote aux femmes en 1849? D'un mot, n'ont-ils pas restreint les «droits et libertés individuels»?

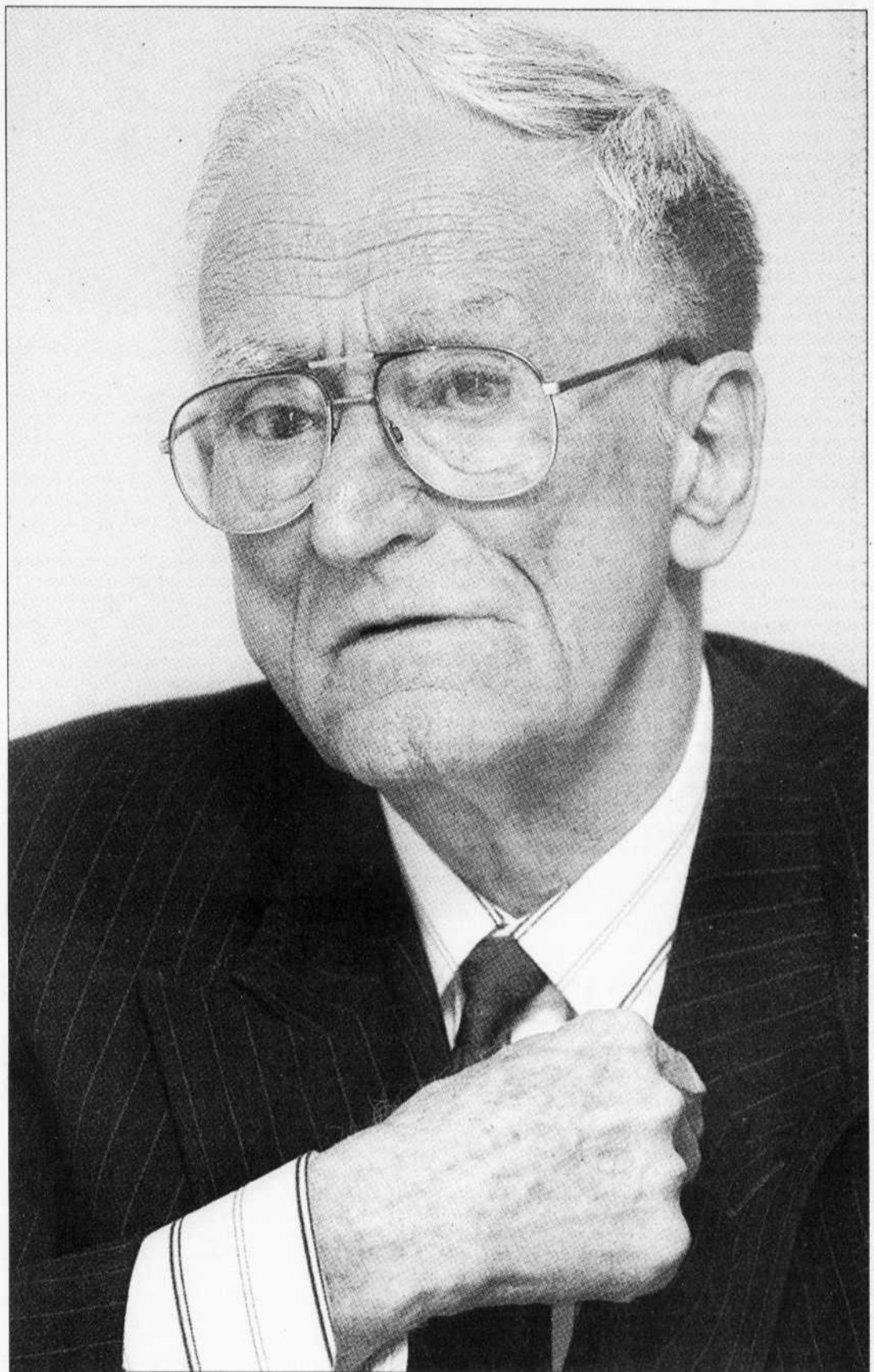
Si les «rouges» sont ignorés par M. Ryan, c'est probablement parce que ce mouvement naît dans la disgrâce à la fin des années 1840. Comme on le sait, ceux-ci ont proposé l'annexion pure et simple avec les États-Unis. Ces jeunes partisans de Papineau étaient aveuglés par leur anticléricalisme et subjugués par leur républicanisme. En agissant ainsi, ils ont fait primer leur idéologie sur la cause nationale et perdu beaucoup de crédibilité. L'incapacité des libéraux à renverser les conservateurs par la suite a certainement beaucoup à voir avec cette prise de position pour le moins hasardeuse.

Contrairement à ce que laisse voir Claude Ryan, les succès électoraux du Parti libéral auront par la suite bien peu à voir avec leur politique en matière de droits individuels. Pour gagner la confiance des Canadiens français devenus des Québécois, il aura fallu que les libéraux en appellent aussi au sentiment national, qu'ils se présentent comme une véritable «alternative nationale», qu'ils tentent d'incarner les aspirations parfois contradictoires d'un peuple qui a toujours craint pour sa survie.

Les libéraux sortent de leur léthargie quand Honoré Mercier, dont Ryan ne fait pas mention, devient chef du parti, en 1883. Deux ans plus tard, il se fait le porte-voix de tous ces Canadiens français profondément blessés par la pendaison du chef métis Louis Riell. Les conservateurs canadiens-français sont alors lourdement discrédités, plusieurs quittent même le navire de John A. Macdonald. Fort d'un appui populaire sans précédent, Mercier élargit le Parti libéral aux conservateurs dissidents et fonde le Parti national, qui remporte les élections provinciales de 1887. Aussitôt élu, il organise la première conférence interprovinciale de l'histoire de la Confédération. Son objectif est de faire respecter le pacte de 1867, auquel il s'était d'ailleurs opposé au départ.

Si le Parti libéral reprend le pouvoir en 1897, pouvoir qu'il conservera pendant 39 ans, c'est en grande partie parce que cette formation politique est perçue comme le meilleur défenseur des intérêts de la nationalité canadienne-française. L'année précédente, Wilfrid Laurier, appuyé par les jeunes nationalistes qui entourent le fougueux Henri Bourassa, s'était fait élire premier ministre du Canada. Commencent alors pour les conservateurs des années de vaches maigres au Québec. Le parti n'a pas su recruter des leaders de l'envergure de George-Etienne Cartier, d'Hector Langevin ou d'Adolphe Chapleau. La formation politique en vient également à être noyauté par les impérialistes canadiens-anglais qui militent pour la guerre des Boers, une cause qui rebute les Canadiens français, ainsi que par les sectes orangistes qui cherchent par tous les moyens à dépouiller les minorités françaises et catholiques de leurs droits.

La crise de la conscription de 1917 prolonge le règne sans partage des libéraux sur le Québec. L'élection d'Adélard Godbout en 1939, après l'intermède unioniste de trois ans, a probablement beaucoup plus à voir avec l'engagement d'Ernest Lapointe, le lieutenant québécois de Mackenzie King, de ne jamais voter pour la conscription qu'à son programme



Claude Ryan en 1993

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«progressiste» qui promettait d'accorder le droit de vote aux femmes et d'imposer l'instruction obligatoire (deux promesses tenues). Si, dans son livre, Claude Ryan a évidemment raison de souligner que le combat contre le nazisme était juste, il oublie de mentionner que le plébiscite canadien de 1942 visait à soustraire les libéraux fédéraux d'un engagement pris à l'égard des seuls Canadiens français. Cette volte-face fut évidemment exploitée à fond par les forces d'opposition nationalistes qui, en 1944, ont fait élire quelques députés du Bloc populaire et plusieurs de l'Union nationale.

Aussi, le Parti libéral du Québec, longtemps confiné à l'opposition, joua bientôt la carte nationale en se distinguant de son grand frère d'Ottawa. L'image assassine de «*commis voyageur*» lui collant à la peau, le chef de l'opposition Georges-Émile Lapalme créa, au milieu des années 1950, la Fédération libérale du Québec (fait cocasse, son acronyme est... FLQ). Claude Ryan insiste peu sur le fait que cette recherche d'autonomie par rapport au parti libéral fédéral correspondait d'abord à un impératif stratégique et électoral. Il fallait montrer aux Canadiens français que le Parti libéral ne recevait pas ses ordres d'Ottawa.

Dans «Maîtres chez nous», il y a un «nous»

Lorsqu'il se penche sur la Révolution tranquille, celui qui fut le chef du camp du NON en 1980 évacue complètement la dimension nationale de cette période marquante de notre histoire. La

fiereté que tirent pourtant un grand nombre de Québécois de cette période fondatrice tient moins à la libéralisation des mœurs ou à l'avènement de l'État-providence — les deux aspects sur lesquels insiste Ryan mais qui sont communs à toutes les sociétés occidentales de l'époque — qu'à cette idée de reconquête nationale, à ce nationalisme plus conquérant que défensif, plus incarné que symbolique. C'est le «Maîtres chez nous» des élections de 1962 qui a marqué les esprits, avec son lot de grands projets réalisés en français. Et dans «Maîtres chez nous», il ne faut pas l'oublier, il y avait un «nous» fort, non pas une vague «identification au Québec», pour reprendre la formule du livre de M. Ryan.

L'État que découvrent les Québécois durant les années 1960, ce n'est pas seulement celui qui assure à tous un petit pécule en cas de besoin ou qui soigne les malades, c'est l'instrument d'une volonté collective, l'outil grâce auquel une nation croit s'affranchir d'un lourd passé de gagne-petit. Ce capitalisme d'État n'assure pas seulement la prospérité d'individus qui découvrent les joies de la société de consommation, il donne confiance à un peuple, lui ouvre de nouveaux horizons.

Fin stratège en même temps que sensible au rapport des Québécois à leur histoire, Robert Bourassa avait bien compris ce sentiment national lorsque, après sa réélection de 1985, il ignora les recommandations du rapport Gobeil qui proposaient un virage néolibéral et tenta vaillamment de faire accepter les cinq conditions de l'ac-

cord du Lac-Meech par le reste du Canada, alors que le débat constitutionnel l'ennuyait profondément. C'est précisément cette dimension nationale qui échappa à Jean Charest en 1998 lorsqu'il proposa d'en finir avec la Révolution tranquille.

Benoît Pelletier à un jour appelé les libéraux à ne pas laisser aux adversaires les symboles de la nation québécoise. Il s'est fait rabrouer par des collègues qui, présumons-le, connaissaient bien mal l'histoire de leur parti et refusaient, comme Claude Ryan, de considérer le Québec comme une véritable «nation politique». En tout respect pour l'intellectuel engagé que fut Claude Ryan, c'est au ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes que les militants devraient peut-être confier la rédaction du prochain document sur les «valeurs libérales».

L'histoire des idées du Parti libéral montre qu'au Québec, les dialectiques individu-communauté et libéralisme-nationalisme n'ont rien de simple, qu'elles constituent même un défi intellectuel et politique de tous les instants. (C'est ce que montre très bien le proche conseiller de Jean Charest, Olivier Marcell, dans son livre consacré à Claude Ryan, intitulé *La Raison et l'Équilibre* et publié chez Varia en 2002.) Libéral moins doctrinaire que Pierre Elliott Trudeau mais influencé comme lui par le personnalisme chrétien, Claude Ryan a toujours été allergique au nationalisme doctrinal des «bleus». Cette allergie altère cependant le jugement qu'il porte sur l'histoire de sa formation politique et rend son interprétation pour le moins discutée.

Vous êtes d'accord ou non? Vous avez des suggestions, un commentaire? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.